

Transport du grain de l'Ouest—Loi

des raisons politiques, les libéraux enlèvent un avantage dont jouissait l'Ouest pour le donner à une autre partie du Canada.

Permettez-moi brièvement de vous dire pourquoi le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau s'imposait dans les Prairies. En premier lieu, le transport au Canada est fondé sur la concurrence. C'est une théorie valable et efficace. Les conservateurs croient dans la concurrence, mais justement, dans les Prairies, il n'y en a aucune dans le domaine des transports. Tout va très bien dans les régions qui peuvent compter sur des ports de mer, le réseau navigable des Grands lacs ou la Voie maritime du Saint-Laurent, mais dans des régions sans accès à la mer, il n'y a aucune concurrence. Ainsi, pour transporter des produits sidérurgiques de Toronto à Calgary il en coûte moins cher de passer par Vancouver que de les acheminer directement. C'est pourquoi nous avons besoin de certains mécanismes comme le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau pour le transport de nos produits.

● (1610)

Or, les libéraux ne trouvent rien de mieux à nous répondre que ce qu'a déclaré le premier ministre (M. Trudeau) à Jasper, à savoir que puisque les habitants de l'Ouest n'avaient pas voté pour les libéraux, ce sont les circonscriptions des députés ministériels de l'arrière-ban qui profiteront dorénavant des avantages du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau, avantages accordés depuis 85 ans aux habitants de l'Ouest. En outre, aujourd'hui, on nous a avisé de la clôture.

Tout cela va à l'encontre de notre histoire, monsieur le Président. On la foule aux pieds et j'y suis d'autant plus sensible que le ministre en cause est le coauteur du rapport Pepin-Robarts, rapport portant sur l'unité nationale et où l'on retrouve des observations comme celle-là:

Pour qu'un système fédéral fonctionne de façon efficace et harmonieuse, il faut surtout que les institutions centrales soient considérées comme représentant les intérêts des groupes importants au sein de la fédération.

Je pourrais vous citer des pages entières de ce rapport où l'on souligne l'importance de l'unité nationale et l'importance de comprendre les variations régionales. Pourtant, le ministre, qui en a été le coauteur, essaie de désunir notre pays et il a soulevé la colère des habitants de l'ouest du Canada contre les institutions du centre du pays. C'est vraiment regrettable, monsieur le Président. Des changements s'imposent, mais ils doivent être justes, prévisibles et compatibles avec notre histoire.

Pour des motifs politiques, le ministre a maintenant décidé d'accorder aux chemins de fer le plein tarif. Au cours de l'intersession de Pâques, j'ai organisé plusieurs réunions dans ma circonscription pour amener les gens à accepter certains changements et j'ai souligné alors que certaines modifications constitueraient sûrement des améliorations. Or, maintenant, si le ministre persiste dans cette attitude, je crois préférable de n'apporter aucune modification.

Si tous les fonds doivent aller aux chemins de fer, qu'on leur fixe des objectifs de livraison au port, alors d'instinct, les sociétés ferroviaires vont transporter le grain le plus près par des lignes où elles peuvent former des trains complets. Cela pourrait être l'arrêt de mort de tous les embranchements dans l'Ouest. Des centaines de localités pourraient disparaître. Si l'on verse de l'argent aux sociétés ferroviaires, elles n'éprouveront plus le besoin de chercher à devenir rentables. Elles vont

charger le grain qui leur demandera le moins d'effort à transporter jusqu'au port et envoyer promener le producteur. Malgré tout, le ministre reste convaincu que le programme est avantageux pour l'Ouest.

Le programme qui nous est offert n'est pas une réponse économique, mais un réflexe politique grossier. L'instinct de survie des libéraux est plus fort que leur souci de faire progresser le pays. Cette mesure déçoit. Étant donné le rôle que le ministre a joué au sein de la Commission Pepin-Robarts, je me serais attendu à ce qu'il en comprenne l'effet sur le pays.

Ce fut une erreur de penser que les Prairies étaient homogènes. C'est un autre signe de la mentalité du centre du Canada. On y parle des Prairies comme d'un bloc homogène. Pourquoi comparer les producteurs de lentilles du Manitoba aux céréaliers de la Saskatchewan ou aux producteurs d'orge de l'Alberta? Il faut bien comprendre la diversité et la pluralité de notre économie, et reconnaître que nous pouvons prendre des mesures pour la raffermir d'un bout à l'autre du Canada.

Quand je suis arrivé aux Communes, je souhaitais ardemment que les Canadiens cessent de faire des distinctions entre l'anglais et le français, entre l'Est et l'Ouest. Je souffre chaque fois qu'il en est question. Nous sommes au Canada et nous devrions avoir confiance dans notre pays. Nous devrions pouvoir adopter une politique favorable à toutes les régions du Canada sans engendrer le désaccord que les libéraux sèment parmi nous.

A mon avis, monsieur le Président, le ministre devrait examiner les mesures suivantes, et offrir trois options: premièrement, un paiement de 100 p. 100 aux sociétés ferroviaires, deuxièmement, un paiement égal aux sociétés et aux agriculteurs, et, troisièmement, la proposition Gilson, soit 19 p. 100 aux sociétés ferroviaires et 81 p. 100 aux agriculteurs. Ces derniers seraient libres de choisir. Il se pourrait bien que la Saskatchewan préfère verser 100 p. 100 aux sociétés, que le Manitoba se prononce en faveur de la deuxième option et que l'Alberta choisisse la formule Gilson. Ne serait-ce pas une façon de manifester nos différences? Ne pourrait-on constater que la puissance économique de l'Alberta provient aussi bien du secteur secondaire que de la production céréalière, pendant que celle de la Saskatchewan est fondée presque exclusivement sur la production céréalière?

Assurément, le ministre pourrait faire en sorte que son programme soit applicable sur une période de cinq ans après quoi ce que les producteurs choisiraient deviendrait définitif. C'est une erreur que d'imposer une sorte de grande charte à l'ouest du Canada tout en veillant à ce que ce soit le Canada central qui en bénéficie.

Le rapport Gilson constitue un compromis. De même, ce que le ministre a annoncé à Winnipeg le 1^{er} février était un compromis à un compromis. Enfin, par son projet de loi, il sacrifie l'Ouest, suscitant la colère de nombreux producteurs et ruinant les économies des provinces surtout de l'Alberta. Il est difficile de croire surtout si l'on tient compte du caractère fédératif de notre pays, que le gouvernement libéral puisse s'imaginer que la survie du parti libéral justifie ce projet de loi. C'est une mesure totalement inacceptable monsieur le Président.

L'été prochain quand les Canadiens du centre viendront au Stampede de Calgary ils s'assoieront probablement dans un bâtiment appelé le «Big Four». Son nom lui vient du fait qu'à une époque il existait quatre ranchs qui s'étendaient depuis les lacs Waterton près de la frontière de la Colombie-Britannique